

HOROYA

TRAVAIL

JUSTICE

SOLIDARITÉ

25
FRANCS

• BUREAUX, IMPRIMERIE PATRICE LUMUMBA 2^{ème} ETAGE • B. P. 341 - CONAKRY Tél. 51-50

ÉDITORIAL

UAM, UAMCE, OCAM

La Francophonie, une nouvelle association du cheval et du cavalier

La conférence de l'OCAM vient de se terminer à Tananarive. Elle a groupé 12 chefs d'Etat d'anciennes colonies françaises dont les colonels sortis des putschs derniers.

Ils auraient, entre autre, signé la charte de l'OCAM, ancienne OAMCE, elle-même née de l'UAM. Ils ont élu un nouveau président en exercice, examiné le problème du marché sucrier et surtout pris une décision très importante, à leurs yeux, celle de lancer un commonwealth à la française, à l'échelon planétaire

Ainsi donc les représentants des anciens esclaves de la France, décident de soutenir à l'échelon mondial les valeurs au nom desquelles leurs peuples ont été durant des décades et même des siècles exploités, abusés, violentés, spoliés.

Les hommes de l'OCAM se sont définitivement démasqués.

Car la Francophonie, qu'est-ce en vérité ? Ce n'est en tout cas, ni l'exaltation et le soutien des valeurs permanentes de dignité et de courage du peuple de France qui comme les peuples africains, lutte contre l'emprise des monopoles pour l'indépendance nationale et la justice sociale, ni la recherche d'une coopération des peuples africains et français pour arrêter les assauts de l'impérialisme qui entend courber les peuples des deux continents sous une même politique d'oppression et d'exploitation.

La «francophonie», vocable né des besoins constants de la mystification impérialiste, n'est qu'un nouvel emballage mis au point par l'impérialisme français et ses agents pour faire admettre aux populations africaines qui les ont déjà rejetés, les concepts dégradants de l'Union française, de la communauté française, de la communauté renouée et récemment encore de l'UAMCE, et quoi encore.

La machination ne trompe donc que ses auteurs. Les peuples africains qui du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest se trouvent violemment aux prises avec l'impérialisme déchaîné auraient tout attendu des «dignitaires» de la conférence de Tananarive que d'offrir de manière si tapageuse leur soutien à ce même impérialisme.

A Tananarive en effet, il n'a été question d'aucun des problèmes qui préoccupent la conscience africaine. A Tananarive on n'a parlé ni de la Rhodésie martyre, ni du Mozambique, journellement pilonné par les forces fascistes de Salazar, ni de la Guinée-Bissao et de l'Angola en lutte, encore bien moins de de la lutte du peuple du Ghana aux prises avec le banditisme impérialiste pas plus, bien sûr, que de l'Afrique du Sud ennemi juré des peuples africains. A Tananarive, il n'a été question ni de l'Afrique ni de l'O.U.A., entendez de la lutte de libération, des luttes patriotiques que nos peuples mènent pour chasser l'impérialisme et se faire une nouvelle vie de dignité et de responsabilité.

Pour les «touristes politiques» de Tananarive, toutes ces questions sont trop complexes, en ce sens qu'en les évoquant, ils risquaient tous de ne point retrouver leurs trônes gardés en leur absence par des mercenaires étrangers au service de l'impérialisme français, allié fidèle de ceux qui désorganisent et endeuillent notre continent.

Suite page 4

COURRIER DU MILITANT

JE VEUX ETRE PEUPLE

« Je veux être peuple ». Nous publions sous ce titre un article dû à la plume d'un militant du P.D.G., membre de la Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine. Cet article aurait bien pu s'intituler « bréviaire du militant du P.D.G. »

Etre peuple. Vivre utilement dans la société. Connaître ses frères, apprendre à les aimer, connaître leurs insuffisances et leurs défauts, les aider à y apporter une solution juste. Savoir distinguer entre le bien et le mal, combattre l'ennemi, se faire une guerre à soi-même. Détruire en soi toutes les mauvaises habitudes. Connaître son Parti, son pays et son peuple. Que voilà les conditions nécessaires et suffisantes pour faire triompher la Révolution guinéenne.

Je veux être peuple, je veux participer à l'édification d'une Guinée nouvelle.

Responsable politique ou administratif, je veux être peuple. Je servirai d'exemple à mes frères qui ont fait de moi ce que je suis. Je viendrai à l'heure et je quitterai le travail après l'heure. La ponctualité, la conscience professionnelle et la volonté seront mes armes principales. Je travaillerai nuit et jour, sans relâche, pour mon pays mon Parti et mon peuple. Je combattrai les bavardages et propos démobilisateurs, puisque je veux transformer mon pays. Je ne ferai pas de mon fauteuil de responsable un fauteuil éternel. Je le céderai, le moment venu, à un autre. Je ne serai pas mécontent car cela ne me servira à rien. Bien au contraire, je continuerai à apporter le meilleur

de moi-même pour le triomphe du programme révolutionnaire tracé par le PDG. Partout où je serai, je répondrai à l'appel du Parti, mon Parti, le Parti de mon peuple. Rien ne sera plus loin de mes idées que le complexe de supériorité vis-à-vis de mes frères. Je saurai choisir mes amis. J'éviterai les fanatiques et les alcooliques, les démagogues et les opportunistes,

les égoïstes et les récalcitrants. Ma maison sera ouverte au peuple. Ma seule présence au bureau ne suffit pas. Je dois aller dans les champs, dans les ateliers et sur les chantiers. Là, je m'entreprendrai avec mes frères. Je prendrai la daba de mon frère paysan et partagerai son repas. Je rechercherai avec lui les moyens pratiques susceptibles de faciliter son travail. Je l'aiderai à découvrir les secrets de la terre. La pratique quotidienne sera le complément des connaissances que j'aurai acquises sur les bancs de l'école. Dans mon comité, je

(Suite page 2)

LE SÉMINAIRE DES FEMMES DE CONAKRY II

Les séminaires du Parti deviennent une tradition dans les annales du PDG. Nous nous souvenons de celui qui s'est déroulé à l'Assemblée nationale sous la présidence effective du Secrétaire général du Parti. Il y a ceux qui ont lieu à l'école du Parti. Maintenant ce sont des séminaires politiques qui ont lieu ici et là dans nos fédérations, tantôt à l'intention des jeunes, tantôt à celle des femmes du Parti de la Révolution africaine.

Ce sont là certes des initiatives heureuses auxquelles il convient de rendre hommage. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'exécution des mots d'ordre « appren-

dre, savoir et pouvoir ». La formation idéologique étant à la base de tout, on comprend aisément que nos fédérations s'attèlent à cette tâche dont on ne soulignera jamais trop l'impérieuse nécessité.

Nous publions ci-dessous le programme des journées de travail qui réuniront du 1er au 15 juillet nos soeurs militantes de la Fédération de Conakry-II.

1er juillet 1966

16 h 00 Ouverture solennelle.
20 h 00 Projection de films : La « Vie dans la Nation ».

(Suite page 2)

La Guinée se construit



Sur notre photo : Les ouvriers de Sadicom emballent le biscuit.

La Guinée l'Afrique le monde

JE VEUX ETRE PEUPLE

Suite de la première Page

servirai d'exemple. J'assisterai à toutes les réunions et manifestations du Parti. Je m'acquitterai de toutes mes obligations de militant. Au cours des élections, je m'abstiendrai d'occuper une responsabilité si je m'en sens incapable. Bien au contraire, je désignerai les camarades mieux habilités. Je n'entreprendrai aucune affaire incompatible avec mes responsabilités politiques ou administratives. Je ne serai point raciste ou régionaliste. Je n'engagerai dans mon service que des hommes capables. Je les jugerai selon leur travail et non pas selon le degré et les liens de parenté qui nous unissent. Je serai courtois et franc envers tout le monde. Oui, responsable que je suis, je veux servir d'exemple, je veux être peuple.

Travailleur de la Fonction Publique, je veux être peuple. Je sais que de moi dépend la bonne marche de mon service. Je serai poli avec mes chefs. Je ferai en sorte qu'ils soient toujours contents de mon travail. Je ne sous-estimerai pas ma valeur. Je n'abandonnerai pas mon service sans un motif valable et sans autorisation préalable de mon chef de service. Je remplirai consciencieusement les 365 jours de l'année. Je me contenterai de mon salaire mensuel et ne toucherais jamais à un centime du peuple. J'éviterai les dépenses folles, la folie de grandeur et l'envie, ils ne sont qu'une source d'ennuis. Je serai correct dans mon bureau ou atelier. Je ne dérangerai point mes camarades dans leurs services. Oui, je veux être peuple.

Jeune fille, je ne dois point m'indisposer dans mon bureau. Je serai modeste. Je participerai pleinement, corps et âme, au progrès social de mon pays. Je serai l'exemple de la sagesse. En ville je ne ressemblerai pas à une poupée artificielle. Je ne m'en comblerai pas de perruques, faux cils, etc... Je ne jouerai point à la « Christine Keeler » et je ne serai pas un élément de discorde entre les hommes. **Oui, jeune fille révolutionnaire, je dois mériter la confiance de mon Parti, car je veux bâtir la Guinée, je veux être peuple.**

Paysan révolutionnaire, je veux être peuple. Mon métier est le plus noble. Hommes et femmes, jeunes et vieux, tous me doivent du respect. Je produirai en qualité et en quantité pour améliorer les conditions d'existence de mon peuple. Tous ces plats de riz, de couscous, de fonio sont le fruit combien réconfortant de mon dur labeur. Ces gros bébés, futurs responsables de demain, ne m'oublieront jamais. Le peuple tout entier de Guinée me connaît et me respecte. Paysan révolutionnaire, je veux nourrir mes frères, je veux être peuple.

Officier, sous-officier, soldat de l'armée populaire, je veux être peuple. Je veux contribuer à l'édification d'une économie prospère et indépendante. Je suis à la fois paysan, professeur, cor-

donnier et artiste. Hier j'ai dit Non aux mercenaires, Non aux colonialistes, aujourd'hui je dis **OUI** à mon peuple. Je serai très combattif. Je transformerai la nature pour faire de la Guinée, la nation pilote d'Afrique. Je répondrai non à l'irresponsabilité, non aux dollars et à l'indignité. Pionnier révolutionnaire, officier incorruptible, digne fils d'un peuple libre, responsable et souverain, je veux bâtir la Guinée, je veux être peuple.

Jeune étudiant révolutionnaire, je veux être peuple. Hier exploité, humilié et dépersonnalisé, aujourd'hui je suis libre. Je dois comprendre que pour être peuple, je dois accepter des sacrifices, beaucoup de sacrifices. Le Parti Démocratique de Guinée, mon Parti, le Parti de mes aînés, est un Parti fort. Pour cela, je ne peux être éternellement dépendant de mon Etat. Je dois aussi donner, donner à mon peuple tout ce que je crois nécessaire. Je ne suis plus cet étudiant égaré, qui, renonçant à son pays et à son peuple, vit au jour le jour sur les grands boulevards de Paris. Etudiant révolutionnaire, j'essaierai d'analyser les choses avant de les juger. Le Secrétaire général de mon Parti ne cessera jamais assez de dire qu'un révolutionnaire c'est celui qui fait moins attention à l'aspect des choses et plus attention à leur fond. Ces « étudiants éternels » qui ont renoncé à leurs responsabilités et qui, en quête d'emploi dans les rues d'Abidjan, de Dakar ou de Paris, comprendront tôt ou tard que l'homme qui trahit son peuple ne peut trouver refuge au sein d'un autre peuple. Je sais que la vie d'un homme dépend uniquement de son sens de service, service à lui-

même, service à la société. Celui qui n'a pas épargné son peuple des calomnies, des mensonges, ne peut s'empêcher d'être une brebis gâlee au sein d'un autre peuple. Avoir confiance en soi, avoir confiance à la société que voilà les bases d'un démarrage sûr pour moi, jeune étudiant révolutionnaire ! je ne peux être cet intellectuel renfermé sur lui-même, mon devoir envers mon peuple n'est que trop grand. Quoi que je fasse, je ne travaillerai jamais assez pour mon peuple, ce grand peuple. Oui, je suis devenu un autre esclave, un esclave bien différent de celui du régime d'antan. Je suis esclave, esclave de mon peuple. Oui, étudiant révolutionnaire, je tuerai définitivement en moi l'intellectuel râté d'hier. Celui qui, au « Royal Odéon » de Paris, au « Ring café » de Leipzig, au « Moskau » de Berlin discréditait son régime. Aujourd'hui ni plus que jamais, je reste convaincu de la justesse politique de mon Parti, le Parti Démocratique de Guinée. Oui, étudiant révolutionnaire, je veux, je peux et je dois être un fidèle serviteur dans ma société, je veux être peuple.

Travailler consciencieusement dans l'intérêt du peuple, fermer les oreilles à tous les propos démobilisateurs, voilà un fait que tout militant révolutionnaire doit respecter. Le P.D.G., Parti du peuple de Guinée, triomphera. Il triomphera contre vents et marées et tous ceux qui, par orgueil ou par égoïsme voudront l'arrêter par quelque manœuvre que ce soit, se heurteront à la volonté d'un peuple uni et inflexible.

Gloire à toi, ô peuple !
Labé, le 20 juin 1966.
Camara Mouhamed Damantang

NOUVELLES SYNDICALES

Les travailleurs de l'Education Nationale de Conakry-II réunie en congrès le jeudi 23 juin 1966 sous la présidence du Bureau fédéral dans la salle des fêtes de la permanence fédérale ont élu le bureau suivant :

Secrétaire général : Condé Kandas ;

Secrétaire adjoint : Kéita Kollet ;

Trésorière : Mme Maccauley née Marie Kourouma ;

Secrétaire administratif : Soumah Antonio ;

Secrétaires : Mme Laurence née Jeanne Chapman, Yansané Sékou Mouké et Yansané Sékou.

Par ailleurs la section syndicale de la Défense et sécurité de Tougué a renouvelé son bureau.

Secrétaire général : Diakoro Kourouma ;

Secrétaire général adjoint : Diabaté Fassou ;

Trésorier général : Béréte Kassia ;

Secrétaire administratif : Soumah Amara ;

Secrétaires : Traoré Bakary, Kourouma Sékou et Diaré Fadama.

Le bureau de la Fédération syndicale de l'Alimentation générale et des Industries alimentaires a procédé le 29 juin à l'installation du Conseil d'administration de la coopérative ouvrière de consommation des travailleurs de la COPROA.

Après avoir expliqué aux coopérateurs les avantages de cette heureuse institution, le Président de séance, le camarade Barry Kindy secrétaire général adjoint de ladite fédération passe aux élections qui donnèrent les résultats suivants :

Président : Bangoura Siaka ;
Vice-président : Diallo Lamine ;
Secrétaire administratif : Bangoura David ;

Trésorier général : Yansané Morlaye ;

Trésorier général adjoint : Barry Mamadou ;

Commissaire aux comptes : Diallo Kindy ;

2ème commissaire aux comptes : Diallo Gando ;

3ème commissaire aux comptes : Kéita Emile ;

2ème secrétaire à l'organisation : Diallo Saïdou.

LE SÉMINAIRE DES FEMMES DE CONAKRY II

Suite de la première Page 16 h 00 à 18 h 00 Discussions.

2 juillet 1966

11 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 Historique du PDG par El Hadj Chérif Nababon secrétaire fédéral de Conakry-II.
16 h 00 à 18 h 00 Discussions.

3 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 La militante - la vigilance révolutionnaire par Kaba Tadou - membre du bureau fédéral.
16 h 00 à 18 h 00 Discussions.

4 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 Les femmes au sein du PDG - Lutte, Emancipation - Devoirs par Mme Soumah née Diakhaby Tiguidanké.
16 h 00 à 18 h 00 Discussions.

5 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 Le rôle de la femme dans le développement économique de la nation par Mme Soumah née Diakhaby Tiguidanké.
16 h 00 à 18 h 00 Discussions.

6 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 Le PDG - Organisation - Structure - Principes par M. Kourouma Laye secrétaire administratif du bureau fédéral Conakry-II.
16 h 00 à 18 h 00 Discussions.

7 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 L'Etat - Organisation - Structure par M. Touré Ansoumane - membre du bureau fédéral de Conakry-II.
16 h 00 à 18 h 00 Le rôle de la femme dans le syndicat par Mme Diané Nankoria, directrice d'internat de l'Ecole de Santé.

8 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00. La jeunesse féminine JRDA par Mme Diabaté Safiatou, membre du Conseil National de la JRDA.
16 h 00 à 18 h 00 Panafricaine des femmes par Fatou Condé membre du comité régional des femmes.

9 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 L'O.U.A. et la politique guinéenne de l'unité du continent africain par M. Fily Sissoko, chef de cabinet du ministère des Affaires étrangères.
16 h 00 à 18 h 00 Organisation - Coopérative artisanale par Soumah Mabinty, vice-présidente du comité régional des femmes.

10 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 La réforme monétaire - Organisation, Commerce - Intérieur et Extérieur par Baba Camara, membre du bureau fédéral.

10 h 00 à 13 h 00 Le rôle de la femme guinéenne dans l'armée populaire par M. Moustapha Djaboula.
16 h 00 à 18 h 00 Information en République de Guinée par Tibou Tounkara.

12 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 Organisation - Structure des services de Santé en République de Guinée par Mme Diop Adelaïde, sage-femme d'Etat.
16 h 00 à 18 h 00 P.M.I. par Mme Camara Nanfandima, membre du comité féminin.

13 juillet 1966

10 h 00 à 13 h Maternité - Hygiène de la femme par Dr Ba, médecin-chef.
16 h 00 à 18 h 00 Hygiène - Propreté éducation sanitaire par El-Hadj Condé Youssouf, directeur Institut National d'Hygiène.

14 juillet 1966

10 h 00 à 13 h 00 L'enseignement et l'alphabetisation en République de Guinée par Mme Kadé Sissoko, directrice d'école de Coléah.
16 h 00 à 18 h 00 Rapports entre parents d'élèves et maîtres par Mme Sultan Mari, directrice de Boubinét.

15 juillet 1966

09 h 00 12 h 00 Justice en République de Guinée par Marcel Martin, procureur de la République.
17 heures Clôture - par la Direction Nationale du Parti Démocratique de Guinée.

Avis aux importateurs

Le Directeur Général des Douanes a l'honneur de rappeler aux importateurs de la place que l'importation en République de Guinée des animaux vivants, de viandes fraîches ou congelées reste toujours soumise à la réglementation de la production et de la restriction d'entrée prévue par l'Ordonnance n° 049/PRG du 31/12/1960.

Cette réglementation stipule en cette matière que les importations des animaux vivants et viandes sont soumises à la présentation préalable d'un certificat vétérinaire et de santé.

L'Administration des Douanes décline toute responsabilité de détérioration, d'altération ou de déperdition découlant de la lenteur des opérations de dédouanement lorsque ces dispositions ne seront pas remplies.

HOROYA

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE

Organe
Quotidien
du Parti
Démocratique
de Guinée

COMPTES CHEQUES POSTAUX (C.C.P.) 7770
BANQUE CENTRALE R. G. (B.C.R.G.) 32-34-58

FIN MAI, A ADDIS-ABEBA Le Conseil d'Administration de l'UNICEF approuve 224 projets pour l'exercice 1966-1967

Le Conseil d'Administration de l'UNICEF a terminé ses travaux à la fin du mois de mai à Addis-Abeba. Avant la session du Conseil d'Administration, s'est tenue une réunion spéciale portant sur les problèmes de l'enfance et de l'adolescence en Afrique. Cette réunion, était elle-même la suite de rencontres qui ont eu lieu à Bellagio (Italie), Santiago du Chili, Bangkok et Paris. Elle a permis, grâce à la participation d'économistes, médecins, sociologues et éducateurs, d'étudier la coordination et les moyens d'une meilleure utilisation de l'assistance multilatérale et bilatérale en faveur de l'enfance et de l'adolescence fournis aux pays africains. La réunion spéciale a surtout été l'occasion d'une large confrontation relative aux problèmes que soulève l'insertion de la jeunesse dans le processus de développement de l'Afrique et la nécessaire conciliation entre les impératifs proprement économiques et les besoins sociaux de chaque pays. A cette fin, neuf pays africains ont présenté des études de cas qui ont donné aux discussions un caractère très pratique.

Après la réunion spéciale ont commencé les travaux du Conseil d'Administration. Le Conseil est composé de délégations de 30 gouvernements membres. Assistaient également à ces débats des observateurs gouvernementaux parmi lesquels figurait le Docteur Condé, directeur de l'Institut National d'Hygiène de la République de Guinée des représentants des agences spécialisées de l'ONU et des organismes non gouvernementaux ayant statut consultatif auprès de l'UNICEF.

Le Conseil d'Administration a approuvé pour l'exercice 1966-1967 224 projets présentés par 84 pays pour un montant d'environ 30 millions de dollars, soit 8 milliards de francs guinéens. Il a également procédé à l'évaluation de la campagne anti-lépreuse et de programme de conservation du lait. Pour ce dernier point, il est intéressant de rappeler que l'UNICEF a équipé de par le monde 216 centrales laitières et de dessiccation.

L'augmentation du nombre de demandes soumises à l'UNICEF par les pays en voie de développement est très sensible d'une année à l'autre. Les ressources de l'organisation étant très limi-

tées, le Conseil d'Administration a approuvé une résolution stipulant qu'avant la fin 1969 le montant du budget de l'UNICEF soit porté à 50 millions de dollars.

Pour les pays que le bureau de l'UNICEF pour l'Afrique occidentale installé à Dakar (Gambie, Mauritanie, Guinée Sierra-Léone, Libéria, Sénégal), le montant des projets approuvés pour 1966-1967 se chiffre à environ 1 million de dollars.

S'agissant plus particulièrement de la Guinée, le projet des Services de Santé de Base (178.000 dollars, soit environ 44 millions de francs guinéens) a été approuvé. Il comprend la formation du personnel para-médical à l'Ecole Nationale Secondaire de la Santé Publique, l'équipement des Hôpitaux, des dispensaires et autres formations sanitaires, l'extension des méthodes d'assainissement à différentes villes de l'intérieur, la poursuite de la campagne anti-lépreuse, la production du vaccin lyophilisé à l'Institut de Recherches Biologiques appliquées de Guinée (IRBAG) Pastoria (Kindia) et un complément d'équipement pour le garage d'entretien des véhicules UNICEF.

VIET - NAM

... Une escalade dangereuse

A la suite des défaites retentissantes que leur infligent chaque jour, les combattants du F.N.L., les fantoches et leurs maîtres sont pris de panique au Sud-Vietnam après la repression des bouddhistes, ils ont entrepris l'escalade au Nord, croyant ainsi sauver la face.

Les Maîtres de Saïgon ont bombardé mercredi des objectifs situés à cinq kilomètres de Hanoï, capitale de la R.D.V.N. Ce n'est pas la première fois que des villages paisibles de cet Etat sont bombardés des centres industriels détruits. Mais le peuple vietnamien a toujours réagi avec fermeté contre l'agression dont sont victimes de nombreuses familles vietnamiennes.

La D.C.A. Nord vietnamienne a abattu mercredi les quatre avions américains qui se dirigeaient vers Hanoï.

Dans une déclaration faite à l'ONU, U Thant s'indigne devant

L'hypocrisie de la Grande Bretagne dans l'affaire rhodésienne

Les pourparlers en Rhodésie du Sud entre les représentants anglais et les racistes sud-rhodésiens sont à leur cinquième semaine. M. Judith Hart, adjoint du ministre anglais pour le Commonwealth, est de nouveau arrivée dans la capitale de la Zambie, voisine de la Rhodésie du Sud pour y mener des pourparlers. Tous ces pourparlers ont au moins un but commun que poursuit le gouvernement anglais. Notamment les faire trainer en longueur. Comme il fallait s'y attendre annonce la presse anglaise, le nouveau tour des pourparlers avec les délégués de Smith (dont on a déjà oublié le nombre exact) n'a pas apporté de résultats. La partie rhodésienne, écrit un journal persiste à s'opposer aux concessions qui sont considérées comme prémisses du règlement.

On estime à Londres que le gouvernement Wilson continuera la tactique d'attermoiments. Peut être il ajournera sine die les pourparlers sans les interrompre, ou bien il les poursuivra jusqu'à l'infini assurant l'opinion publique qu'entre temps les sanctions économiques auront leur effet.

Dans les conditions où le refus de recourir aux mesures efficaces pour liquider le régime Smith devient par trop suspect et que les sanctions entourées d'une grande publicité au lieu de nuire au régime sud rhodésien ne font que causer un préjudice à l'économie de la Zambie, qui dépend sous de nombreux rapports de la Rhodésie, vu l'héritage colonial, la mission de Judith Hart est devenue impérieusement nécessaire.

Officiellement elle a pour tâche d'aider le gouvernement de la Zambie à organiser le trafic en détour de la Rhodésie du Sud.

Le problème de l'exportation

du cuivre de la Zambie doit être résolu en premier lieu.

De l'avis du journal, «Daily Telegraph», partagé par les larges milieux politiques de Londres, le véritable but de la mission consiste à «retenir la Zambie de toute action». Le journal fait remarquer que l'Angleterre recherche désespérément un compromis acceptable et n'a nullement l'intention de renverser le

régime Smith à l'aide des sanctions.

Le jour de l'arrivée à Lusaka des membres de la délégation britannique le conseil national du Parti unifié de l'indépendance nationale de la Zambie, parti au pouvoir, a publié une résolution qui parle des actions hypocrites du gouvernement travailliste dans le problème sud-rhodésien.

La Francophonie, une nouvelle association du cheval et du cavalier

Suite de la première Page

A Tananarive donc, il a été question, pour ces «gouvernants» de chercher les voies et moyens propres à les maintenir sur leur trône branlant; la meilleure voie, c'est non seulement de signer la paix à l'impérialisme, mais encore et surtout de se mettre résolument à son service, de faire son jeu contre leurs peuples, contre les peuples du Continent.

Décidément l'Afrique aura vécu des surprises ! et elle doit s'attendre à de plus monstrueuses encore avec des hommes de l'acabit de Houphouët; ces hommes qui, se détournant résolument de leur mission historique de réhabiliter l'Afrique, de faire surgir des cendres du colonialisme une réelle Africanité que les générations montantes et futures attendent légitimement, ces hommes prétendent aujourd'hui qu'il est vain de défendre les vertus éternelles de notre Afrique et qu'il est plutôt bienséant de défendre les valeurs de la France à travers ce qu'elles ont de plus barbare et de plus anachronique.

Il n'y a pas de doute que l'entreprise mort-née de Tananarive constituera un facteur important de la dégradation du système néo-colonialiste de l'impérialisme français. Il n'y a aucun doute que les lourdes responsabilités prises par les conférenciers de Tananarive contribueront largement à éclairer l'opinion de leurs peuples sur le sens profond de leurs préoccupations et sur les motifs inavoués de leurs vaines agitations.

Le peuple de Guinée, comme tous les peuples d'Afrique, est ouvert sans complexe à toute forme de coopération internationale basée sur l'égalité, la réciprocité d'intérêts et le respect des souverainetés. Ainsi le peuple de Guinée se tient aujourd'hui comme hier, prêt à discuter, avec n'importe quel état du monde, en vue d'établir toute coopération visant à promouvoir la compréhension la sécurité et le progrès pour lui-même et ses partenaires.

Mais se fondant sur une connaissance parfaite des aspirations des peuples africains et se conformant aux enseignements de l'histoire, le peuple de Guinée affirme, aujourd'hui plus qu'hier, que tous les Commonwealth de la terre si habilement habillés fussent-ils, sont irrémédiablement voués à l'échec.

Les anciens colonisés que sont les peuples d'Afrique n'ont que trop connu l'impérialisme pour qu'ils s'avisent, sous quelque manière que ce soit, de cautionner de telles énormités politiques, qui ne sont que des associations bien connues du cheval et du cavalier.

Il n'empêche, bien sûr que des «dirigeants» de l'acabit d'Houphouët qui n'ont aucun respect des aspirations de leurs peuples tentent pour quelque temps encore, de continuer à vouloir mystifier, non plus leurs peuples, mais leurs maîtres impérialistes qui n'ont jamais su tirer les enseignements de l'histoire.

L'Afrique sera africaine. Telle est la volonté de 250 millions d'Africains conscients.

Nous informons nos lecteurs que les réponses aux sujets posés au Baccalauréat sont reçues à la Rédaction au 2e étage de l'Imprimerie Lumumba.

La date limite est fixée au 15 juillet. Pour les lecteurs de nos fédérations de l'intérieur le cachet de la Poste fait foi.

Plusieurs réponses sont déjà parvenues à la Rédaction de Horoya. Il faut donc faire vite.